

Pays : République de Lituanie

Commission : Conseil de l'Union européenne – Formation Jeunesse

Problématique : Renforcer l'inclusion, la participation et les opportunités des jeunes dans l'Union européenne face aux défis sociaux, économiques et numériques

L'actuel gouvernement de la République de Lituanie, dirigé par le Président Gitanas Nausėda et le Gouvernement issu des dernières élections législatives, inscrit son action dans une perspective résolument européenne, fondée sur la solidarité, l'innovation et la résilience démocratique. Dans le cadre du Conseil de l'Union européenne – formation Jeunesse – la problématique traitée porte sur le renforcement de l'inclusion, de la participation citoyenne et des opportunités offertes aux jeunes face aux mutations sociales, économiques et numériques qui traversent l'Europe.

La jeunesse européenne constitue un pilier essentiel du projet commun. Pourtant, elle fait face à des défis structurels : inégalités d'accès à l'éducation et à l'emploi, fractures territoriales entre zones urbaines et rurales, impact de la transition numérique, précarité économique, ainsi que montée de la désinformation en ligne. À ces défis s'ajoutent les conséquences durables des crises récentes – pandémie, tensions géopolitiques, inflation – qui affectent particulièrement les jeunes générations. Pour la Lituanie, État membre situé sur le flanc oriental de l'Union, ces enjeux revêtent une importance stratégique. La stabilité sociale, l'engagement civique et la formation d'une jeunesse compétente et résiliente participent directement à la sécurité nationale, à la cohésion sociale et au dynamisme économique du pays.

En Lituanie, la question démographique constitue un défi majeur : l'émigration des jeunes vers d'autres États membres et le vieillissement de la population exigent des politiques ambitieuses afin de rendre le territoire attractif, innovant et inclusif. Les disparités régionales demeurent sensibles, notamment entre la capitale et les régions rurales. Par ailleurs, la transition numérique rapide, bien que porteuse d'opportunités, crée un risque d'exclusion pour les jeunes issus de milieux défavorisés ou éloignés des centres urbains.

La position de la Lituanie s'inscrit dans le cadre des priorités définies par la stratégie européenne pour la jeunesse et soutient pleinement les objectifs du programme Erasmus+ ainsi que du Corps européen de solidarité. Notre pays considère que l'Union européenne doit continuer à investir massivement dans la mobilité, la formation, l'engagement civique et l'innovation sociale. La mobilité européenne favorise non seulement l'acquisition de compétences, mais également la construction d'une identité européenne fondée sur des valeurs communes.

La Lituanie soutient également la mise en œuvre renforcée de la Garantie européenne pour la jeunesse, instrument essentiel pour lutter contre le chômage des jeunes et faciliter leur insertion professionnelle. Le développement des compétences numériques et vertes doit constituer une priorité commune. Dans ce cadre, l'alignement des politiques nationales sur les objectifs de la transition écologique et numérique de l'Union représente une opportunité stratégique pour renforcer la compétitivité du marché du travail lituanien.

Sur le plan national, plusieurs mesures concrètes ont déjà été mises en œuvre. La Lituanie a investi dans la modernisation de son système éducatif, notamment par l'intégration accrue des compétences numériques dans les programmes scolaires et universitaires. Des plateformes d'apprentissage en ligne ont été développées afin d'assurer la continuité pédagogique et de réduire les inégalités d'accès à l'éducation. Par ailleurs, des programmes spécifiques soutiennent l'entrepreneuriat des jeunes, en facilitant l'accès aux financements et à l'accompagnement professionnel.

Le gouvernement lituanien a également renforcé les structures de participation des jeunes à la vie publique, à travers des conseils consultatifs et des mécanismes de dialogue structuré entre autorités et

organisations de jeunesse. La promotion du volontariat et de l'engagement communautaire constitue un axe prioritaire, en cohérence avec les initiatives européennes existantes.

Cependant, des efforts supplémentaires sont nécessaires à l'échelle européenne. La Lituanie proposera lors des débats plusieurs pistes concrètes :

- Le renforcement du financement européen dédié aux régions périphériques et rurales afin de réduire les disparités territoriales.
- La création d'un cadre européen renforcé de lutte contre la désinformation ciblant les jeunes, incluant des programmes d'éducation aux médias.
- Le développement de partenariats public-privé à l'échelle européenne pour soutenir l'emploi des jeunes dans les secteurs stratégiques, notamment les technologies vertes et la cybersécurité.
- L'élargissement des opportunités de mobilité pour les jeunes issus de milieux défavorisés, par un soutien financier accru et des dispositifs d'accompagnement personnalisés.

La Lituanie considère que la politique de jeunesse ne doit pas être perçue comme un domaine sectoriel isolé, mais comme un investissement transversal touchant à l'économie, à la démocratie, à la sécurité et à la cohésion sociale. Une jeunesse éduquée, engagée et confiante dans l'avenir constitue le meilleur rempart contre les fractures sociales et les influences extérieures déstabilisatrices.

En conclusion, la République de Lituanie adopte une position clairement europhile et constructive au sein du Conseil de l'Union européenne. Notre pays soutient un approfondissement de la coopération européenne en matière de jeunesse, fondé sur la solidarité, l'innovation et la responsabilité partagée. Le renforcement des politiques en faveur des jeunes représente non seulement un impératif social, mais également une condition essentielle à la pérennité du projet européen. La Lituanie demeurera engagée dans la recherche de solutions communes ambitieuses, convaincue que l'avenir de l'Union se construit avant tout avec et pour sa jeunesse.